

Action militaire en Syrie: Rome se démarque de ses alliés

/ Rome (Italie)

28 août 2013 19:05

AFP (Michèle LERIDON)

ANALYSE

Italie Syrie conflit diplomatie

[MOA-GL](#) , [ELU-GL](#) , [AMW-GL](#) , [EUA-GL](#) , [DAB-GL](#) , [FRS-GL](#)

28 août 2013

En refusant toute action militaire sans aval de l'ONU, l'Italie, soucieuse d'éviter toute escalade alors qu'elle traverse une passe politique délicate, se démarque de façon inhabituelle de ses alliés occidentaux.

"Il n'y a pas de solution militaire au conflit syrien. La seule solution est une solution politique négociée", a déclaré la ministre des Affaires européennes Emma Bonino devant le Parlement, jugeant que même "une option d'intervention limitée risque de devenir illimitée".

Une attitude très en retrait pour Rome, alors que plusieurs de ses alliés, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France en tête, se préparent à une intervention militaire contre le régime de Bachar al-Assad, accusé d'avoir utilisé des armes chimiques contre sa population.

"Cette position très légaliste se départit de la tradition italienne de fidélité aux alliés atlantistes", remarque Jean-Pierre Darnis, expert des questions de défense en Italie, pays qui a suivi sans rechigner George Bush lors de la guerre en Irak et est encore très présent en Afghanistan.

Plusieurs facteurs expliquent cette "plus grande prudence", selon les experts interrogés par l'AFP.

"Tout d'abord, les Italiens sont assez convaincus qu'une intervention coup de poing ne va rien résoudre en Syrie. Et il n'y a pas la même pression des opinions publiques internes chez les Italiens, très réalistes, qu'aux Etats-Unis ou en France par exemple", estime Jean-Pierre Darnis.

La fragilité de la coalition politique gauche-droite explique aussi les réserves italiennes. Avec les déboires politico-judiciaires de Silvio Berlusconi qui risquent à chaque instant de faire chuter le gouvernement, nul ne cherche à ouvrir un nouveau front.

D'autant qu'à la différence des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la France, où une offensive militaire "peut être déclenchée quasiment sur décision d'un seul homme", l'Italie et l'Allemagne, qui observent une relative neutralité, sont "des démocraties parlementaires" où le vote des députés et sénateurs est décisif, rappelle Jean-Pierre Darnis.

"L'Italie est prudente parce qu'elle est faible", assène Vincenzo Nigro sur le site de La Repubblica. "Alors que le slogan de (Barack) Obama semble être +il faut faire quelque chose, y compris des erreurs+, celui du gouvernement italien semble être +mieux vaut ne rien faire, au risque de quelques

omissions et d'un éloignement de nos alliés traditionnels+", ironise-t-il.

Autre élément susceptible de refroidir d'éventuelles ardeurs militaires en Syrie, le fait que l'Italie soit très présente au Liban où elle dirige la Force des Nations Unies (FINUL) dont elle constitue le principal contingent. "La Syrie est une pièce dans un puzzle qui rassemble notamment le Liban, la Jordanie et l'Irak, et toute action contre la Syrie pourrait entraîner une déstabilisation au Liban", analyse Silvia Colombo, chercheuse à l'Institut des Affaires internationales (IAI).

Autre vive préoccupation de Rome: le sort des chrétiens. Pour Marco Volpe, responsable du service Moyen-Orient au Centre d'études internationales (CSI) à Rome, l'Italie "mesure toutes les possibles conséquences d'une éventuelle intervention armée sur les équilibres politiques, religieux dans la région".

"Le sort des chrétiens, menacés par la diffusion d'un islamisme radical, n'est pas un aspect marginal", confirme Silvia Colombo, alors que le Vatican n'a cessé de mettre en garde contre les risques d'une intervention militaire en Syrie.

Reste que l'Italie se déclare toujours en "harmonie avec ses alliés", condamnant sans réserve l'utilisation des armes chimiques, qu'elle qualifie de "crime contre l'humanité", dans un communiqué publié mercredi soir par le gouvernement.

Sa position est-elle susceptible d'évoluer, comme en Libye où l'Italie, peu encline à intervenir, avait finalement suivi la coalition qui avait frappé le régime de Mouammar Kadhafi?

Il est possible que l'establishment politique militaire "vive mal" le fait que l'Italie, "qui a toujours un symptôme de relative jalousie vis-à-vis de ses alliés dans une zone où elle a des intérêts forts, soit absente", avance Jean-Pierre Darnis.

Autre option selon cet expert: cette position "un peu attentiste pourrait être une carte à jouer y compris par les alliés dans une future configuration" où la diplomatie reprendrait ses droits.

Selon lui, c'est peut-être l'idée d'Emma Bonino, femme politique aguerrie, "d'un grand courage physique", qui connaît bien le Moyen-Orient - elle a vécu en Egypte et parle arabe - et les méandres de la politique internationale. L'Italie pourrait alors revenir dans le jeu, par exemple dans le domaine de l'aide aux réfugiés ou de l'aide humanitaire.

L'Italie n'est d'ailleurs pas le seul pays de l'Union européenne à prendre ses distances avec les projets de frappes occidentales en Syrie. Mercredi, la Pologne a ainsi exclu de participer à une telle opération militaire, et la Belgique a déclaré qu'elle n'était pas encore convaincue du bien-fondé d'une telle intervention.

mle/jlv/plh